

pay

A stylized illustration of a person in a purple suit and black pants falling through a dark teal space. The person's arms are outstretched, and they appear to be in motion. Surrounding them are various digital elements: white and purple papers or documents floating in the air, and numerous small white and purple squares and rectangles scattered throughout, resembling data points or digital noise. The overall aesthetic is modern and tech-oriented.

La facture numérique d'Europe portant la signature de l'eBill — «Future Talk» avec Rino Borini — Un «Cryptopolitan» au musée — La magie de Request to Pay

EN VISITE CHEZ

Quand l'argent brise ses chaînes

10



EXPERTS ONLY

Les quatre V et une règle d'or dans l'ana- lyse des données

14

FUTURE TALK

Selon Rino Borini, le potentiel du Request to Pay est gigantesque en Europe

07



HEARTBEAT

Les habitudes de paiement de Monsieur et Madame Suisse

08

SECTIONS

03 Sujet phare

12 Panorama

13 Valeurs

18 Global Perspectives

Editrice SIX Group SA, case postale, 8021 Zurich, Suisse, six-group.com/pay, pay@six-group.com Conseil Daniel Berger, SIX; Boris Brunner, direction, SIX; Laura Felber, BNS; Pierre-Michel Gicot, BCV; Dieter Goerdten, SIX; Susanne Höhener, Liechtensteinischer Bankenverband; Daniela Hux-Brauss, Credit Suisse SA; Peter Ruoss, UBS Switzerland AG; Stefan Schneider, PostFinance; Nino Thommen, SIX Rédaction Gabriel Juri, direction, SIX Mise en page MADE Identity AG, Zurich, Suisse Lithographie Marjeta Morinc Impression sprüngli druck ag, Villmergen, Schweiz Traductions Mark Rabinowitz, Translation Service Team, SIX (anglais); Denis Fournier (français) Crédits photo Ornella Cacace (p. 2, 10-11), Tobias Siebrecht (p. 13, avec nos sincères remerciements au Musée des cultures de Bâle), SIX (p. 17) Illustrations Philipp Dornbierer (Cover, p. 3-6), Gregory Gilbert-Lodge (p. 2, 7, 12)

Factures numériques en Europe portant la signature suisse de l'eBill

TEXTE
STEFAN SCHÜTT ET RAIK BORKOWSKI,
BEARINGPOINT

Imaginez-vous avoir fait réparer votre voiture il y a quelques semaines. Pour régler les coûts de réparation, vous avez choisi de payer par facture. Vous les recevez sous la forme habituelle par deux canaux: par courrier ou par e-mail. Quelle que soit la manière dont le garagiste envoie la demande de paiement, vous risquez de rencontrer des aléas dans le processus de facturation. D'une part, si vous trouvez la facture dans votre boîte aux lettres, il est probable que vous la reportiez, l'oubliez au fil du temps, pour immanquablement recevoir un rappel, y compris les frais de relance, trois semaines plus tard. D'autre part, si vous recevez la demande de paiement par e-mail, vous risquez de devenir victime de fraude, car les factures peuvent être interceptées par des tiers, les informations de compte du bénéficiaire pouvant

être modifiées. Dans ce dernier cas, votre paiement ne sera pas versé à l'émetteur de factures effectif, c'est-à-dire au garagiste, mais dérivé vers un tiers inconnu. Ces deux scénarios sont courants dans le processus de facturation.

Imaginez-vous maintenant que, la prochaine fois, le garage envoie la demande de paiement directement à votre compte bancaire en ligne sous forme numérique, plutôt que par courrier postal ou par e-mail. Vous pourriez facilement effectuer le paiement en un seul clic et sans saisir manuellement les détails du compte, via votre téléphone mobile. Si vous souhaitez régler la facture ultérieurement ou la rejeter sur la base d'un montant de paiement incorrect, vous pouvez également effectuer cette opération en un seul clic.

Et cet exemple peut être appliqué à n'importe quelle autre situation de facturation dans la vie quotidienne: paiement de factures d'électricité, de primes d'assurances, de contrats de téléphonie mobile, de commerçants, d'amendes, etc.

Ce qui ressemble à un scénario d'ave-

nir est déjà possible en Suisse, mais procédons dans l'ordre.

La méthode de paiement innovante décrite existe déjà, connue dans le jargon technique sous le nom de Request to Pay (RTP), à propos de laquelle PAY a déjà rapporté en détail dans le passé. En bref, RTP permet des paiements en un clic, en envoyant une demande de paiement aux clients finaux à l'app de service bancaires en ligne de et en leur offrant la possibilité de la valider immédiatement, de la payer plus tard ou de la rejeter. En outre, les clients reçoivent une facture numérique, qui peut être appelée à tout moment dans l'app de la banque.

Le marché européen en est encore à ses balbutiements

La solution dispose d'un référentiel paneuropéen depuis le milieu de l'année dernière. En juin 2021, le coup d'envoi officiel a été donné avec la procédure SEPA Request-to-Pay (SRTP). En outre, l'European Payments Council a publié le «SRTP Scheme Rulebook» qui sert de base réglementaire pour les prestataires de SRTP. Celui-ci définit, par exemple, quelles informations pertinentes (par exemple IBAN, nom et montant) sont nécessaires pour la transaction.

Le thème RTP est très présent dans les discussions publiques spécialisées et dans les médias et est souvent considéré comme un «Game changer» potentiel dans le trafic des paiements européen – mais dans la pratique, il est encore peu utilisé. Les prestataires européens de services financiers hésitent à mettre en œuvre les produits correspondants. Les raisons, dit-on, en sont le manque de demande et la résistance économique ou technique. Par exemple, dans la plupart des pays de l'UE, il n'existe pas d'annuaire

central qui fournirait des informations sur qui a son compte auprès de quel établissement. Dans les systèmes des établissements financiers, des extensions globales sont nécessaires et peut-être même d'une importance cruciale: certains éléments conceptuels d'une utilisation conviviale ne sont pas (encore) définis.

Malgré le faible niveau de maturité du système européen de paiement, les premiers mouvements du marché sont déjà perceptibles. Les factures numériques (E-Invoices) sont de plus en plus réglementées en Europe et deviendront obligatoires pour les entreprises dans le domaine B2B et B2C. Alors que c'est le cas en Italie depuis 2019, des réglementations similaires sont prévues pour les années à venir en Norvège, en Pologne, en Espagne et en France. Par exemple, la France prévoit d'exiger également que la totalité des factures qui circulent entre les entreprises soient numériques d'ici 2026.

En Allemagne aussi, des discussions initiales ont été entamées pour mettre en place un ensemble de règles dans ce sens. Le gouvernement a déjà annoncé qu'un système destiné à la création, la vérification et la transmission de factures sera mis en place à l'échelle nationale pour l'ensemble du secteur privé. Il s'agit de l'annonce d'un modèle d'autorisation (Clearance) incluant une plate-forme centrale, essentiellement pour les factures électroniques. Cela signifie que les factures seront à l'avenir traitées électroniquement par le gouvernement et ne seront plus envoyées sous forme papier.

Toutefois, la fourniture de factures numériques n'est qu'un aspect de la SRTP. Le paiement pratique et rapide en un seul clic en forme la pièce maîtresse. Malgré l'énorme potentiel de marché en Europe et l'infrastructure SRTP mise en place par

«L'interaction entre la facturation et le paiement des factures doit apporter des avantages à la fois aux entreprises, à leurs clients et aux établissements financiers.»

la chambre de compensation paneuropéenne EBA CLEARING, seuls quelques prestataires offrant une solution RTP intégrale sont connus.

Main dans la main dans un seul écosystème

L'initiative eBill de SIX illustre parfaitement le succès d'une telle solution RTP. eBill est utilisé par pratiquement tous les établissements financiers participant au trafic suisse des paiements et atteint déjà plus d'un ménage sur deux. Toutes les grandes entreprises actives au niveau régional et national y participent. Mais quels sont les facteurs de réussite pour une acceptation élevée de l'eBill en Suisse? Il est essentiel de penser dans la perspective d'un écosystème et de bénéficier d'un large support de la part de tous les acteurs concernés. L'interaction entre la facturation et le paiement des factures doit présenter des avantages tant pour les entreprises et leur clientèle que pour les établissements financiers.

Les entreprises peuvent par exemple partir du principe qu'aucune facture ne sera perdue ou oubliée par leurs clients. Cela augmente la fiabilité des paiements entrants et permet de planifier plus facilement les liquidités. De leur côté, les clients finaux peuvent régler leurs factures par voie numérique, quel que soit l'endroit où ils se trouvent, tout en sachant que les paiements seront effectués par les canaux sécurisés des établissements financiers, qui leur sont familiers. Enfin, les banques voient peut-être leurs canaux de l'e-banking et de m-banking revalorisés en cas d'interaction élevée en termes de réception et de déclenchement des factures eBill, ce qui renforce la fidélisation de leur clientèle.

eBill met le cap sur l'Europe

Le modèle Swiss made éprouvé doit maintenant aussi conquérir le marché européen et donc être l'un des premiers prestataires SRTP. SIX collabore avec BearingPoint pour le conseil en gestion et technologique afin d'accélérer l'entrée sur le marché. Le partenariat a pour objectif de développer un service Invoice-to-Payment entièrement intégré pour le marché européen. La solution entièrement numérisée est destinée aux grandes banques, aux émetteurs de factures et aux clients de détail. L'évolution des réglementations de l'UE vers la facturation électronique obligatoire brassent clairement les cartes en faveur de l'eBill.

Dans un premier temps, SIX et BearingPoint se concentrent sur le marché DACH (Allemagne, Autriche et Suisse). Le lancement de l'eBill pour l'Europe est prévu pour l'année prochaine. En commençant par une phase pilote en Allemagne et en Autriche, les deux

entreprises se concentreront sur les paiements B2C dans la phase initiale et permettront également des paiements B2B dans la phase suivante. La solution doit également être disponible pour le commerce électronique et les paiements POS après une mise en œuvre réussie des cas d'utilisation dans le cadre de la facturation. Les premières banques ont déjà pu être gagnées à la cause pour la phase pilote. Une demande prometteuse existe en particulier de la part des émetteurs de factures, également en dehors du marché germanophone.

La collaboration entre SIX et BearingPoint vise à accélérer l'acceptation de la RTP par le marché européen, afin que vous et tous les citoyens européens puissiez payer les coûts de réparation de voiture, les factures d'électricité, les primes d'assurance, les factures de téléphone mobile, etc. d'un simple clic. 





«La simplicité et la normalisation sont la clé du succès.»

RINO BORINI
CEO SCAROSSA ET RESPONSABLE DE LA FILIÈRE
À L'ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉCONOMIE DE ZÜRICH

À combien estimez-vous le potentiel de marché en matière de Request to Pay (RTP) en Europe? Gigantesque! Surtout d'un point de vue suisse. Pensez aux milliards de transactions chaque mois, les nombreuses factures ouvertes qui sont souvent oubliées.

Quelles sont les attentes des entreprises?

La simplicité et la normalisation sont la clé du succès. Les entrepreneurs veulent l'argent immédiatement, sans devoir attendre jusqu'à deux semaines, comme c'est le cas aujourd'hui chez certains prestataires de services de paiement. N'oublions pas que les paiements instantanés ne fonctionnent pas encore vraiment comme ils devraient. Il est important que le secteur du trafic des paiements procure une valeur ajoutée aux entreprises.

En parlant de normalisation. Que faut-il faire d'autre pour que la RTP évolue?

La norme doit être facilement accessible à tous et intégrable dans les propres systèmes de l'entreprise. Sinon, nous perdons trop de temps sur la voie d'une forte pénétration du marché. En fin de compte, les informations de paiement

transmises doivent permettre une attribution automatique à la transaction de base, sans intervention manuelle. La communauté du trafic des paiements devrait pouvoir importer les données dans tout logiciel débiteur aussi facilement que possible. C'est comme souvent le cas le dilemme classique de la poule et de l'œuf: comment pouvons-nous impliquer autant de commerçants que possible et de consommateurs en même temps dans le processus RTP?

Pour cette raison sans doute, les modèles de facturation électronique basés sur la RTP ne sont guère répandus en Europe, bien que l'EPC les encourage avec son référentiel SEPA-Request-to-Pay. Comment évaluez-vous les mesures réglementaires possibles pour promouvoir la concurrence? La réglementation est toujours la deuxième meilleure option. Dans ce domaine, l'industrie doit unir ses efforts et faire à l'occasion l'impasse sur son ego afin de progresser. Chaque banque ou chaque prestataire de services financiers a toutefois ses propres priorités. Pour une mise en œuvre réussie, il est important que tout le monde s'entende et tire à la même corde. Et bien plus encore: nous devons précisément interpellier les entreprises, leur montrer in fine les avantages et les opportunités, à condition que l'intégration simple de données fonctionne. La communauté doit donc investir assez rapidement pour atteindre la maturité sur le marché et ne pas espérer que la pierre se mette d'elle-même à rouler. Si cela ne se produit pas, l'autorité de surveillance ne se privera pas d'intervenir. Ce serait à n'en pas douter fastidieux pour tout le monde.

Aperçu des habitudes de paiement de Monsieur et Madame Suisse.

Consulter l'intégralité de l'étude (en anglais)

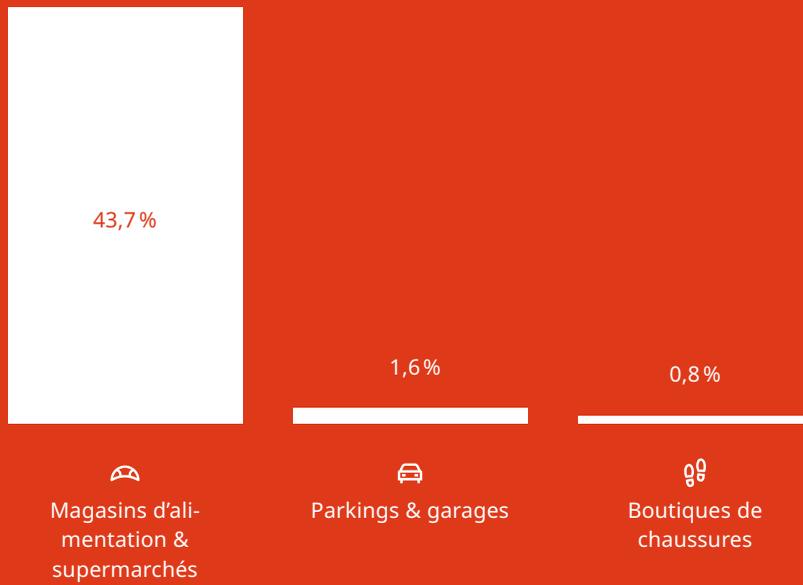


Segmentation des habitudes de paiement des consommateurs

La ventilation selon la part du volume de montant des retraits d'espèces dans les dépenses totales d'une carte montre que la plupart des consommateurs et consommatrices utilisent leurs cartes de débit principalement pour des paiements au POS.

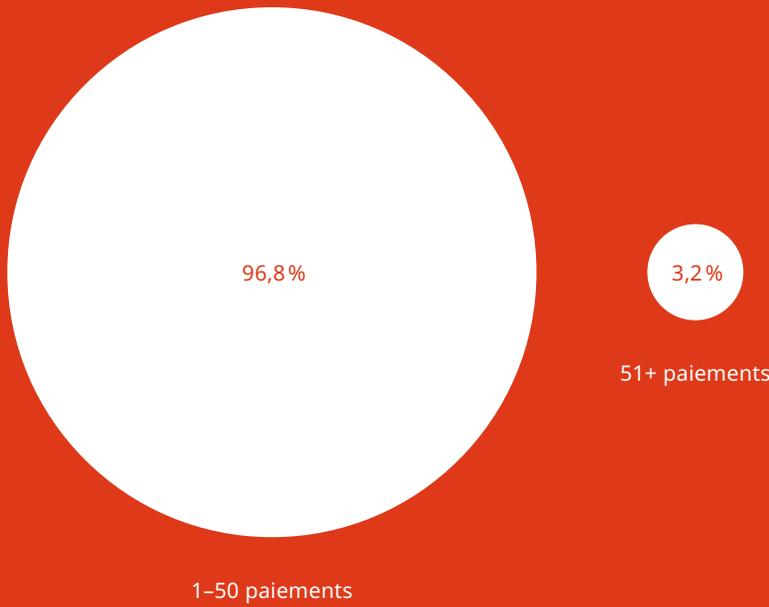
*Le taux d'espèces indique en pourcentage la préférence d'un utilisateur pour les paiements en espèces. Il est défini comme la somme totale des retraits aux bancomats divisée par la somme totale des montants de paiement pour une seule carte. Un taux d'espèces de 0 % signifie que tous les paiements POS ont été effectués par carte. Un taux d'espèces de 1 % signifie que seule la carte a été utilisée pour des retraits aux bancomats.

Source : calculs de SIX en tant qu'émetteur de cartes, basés sur 760 millions de transactions de cartes de débit entre septembre 2020 et septembre 2021.

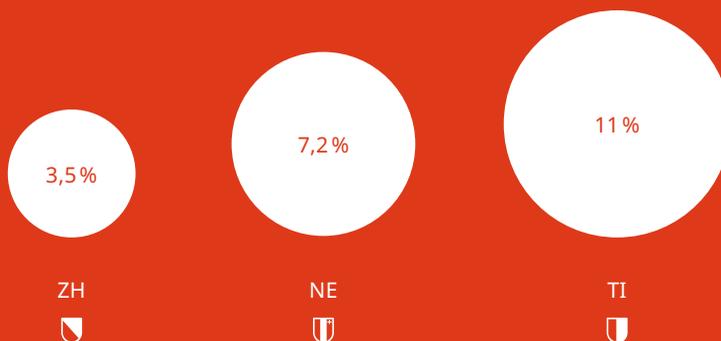


Utilisation de la carte au POS

Les magasins d'alimentation et les supermarchés occupent une place prépondérante pour les paiements par carte de débit avec près de 44 % de toutes les transactions. Près de 90 % de toutes les transactions font partie des 20 catégories de consommation quotidienne les plus courantes.



Nombre moyen de paiements par carte par mois au POS



Part des cash payers par canton sélectionné

Zurich se distingue avec la plus faible proportion de cash payers (taux d'espèces allant jusqu'à 4%), tandis que le Tessin présente le taux le plus élevé.

Tout et rien – Quand l'argent brise ses chaînes

TEXTE
SIMON BRUNNER



Qu'est-ce que l'argent, en fait? Une exposition du Musée d'Histoire de Berne et de la Banque nationale suisse tente

d'y trouver des réponses. PAY rencontre les responsables de l'exposition en sirotant un «Cryptopolitan».

Nous gravissons l'impressionnante rampe menant au Musée d'Histoire de Berne et rencontrons David Iselin et Nicole Steiner au premier étage. Les deux ont organisé l'exposition «L'argent déchaîné» avec le concours de la Banque nationale suisse (BNS).

Pour David Iselin, la guerre en Ukraine illustre la manière dont l'argent a brisé ses chaînes. «Après le déclenchement de la guerre, l'Occident a essayé de geler les actifs russes – avec toutefois des mouvements d'esquive vers de nouveaux actifs tels que les cryptomonnaies». De

manière générale, les cryptomonnaies jouent un rôle de plus en plus important. Cette forme d'argent est le meilleur exemple de la façon dont «l'argent est aujourd'hui dissocié, abstrait et rendu invisible», explique Nicole Steiner.

Les femmes n'avaient que peu à dire

Nous arpentons depuis longtemps déjà la salle principale de l'exposition, toute en noir. Les 0 et les 1 papillotent sur les murs, un panier d'actions trône au milieu, au-dessus d'elle, des écrans montrent des scènes du monde financier. En ajustant le casque sur les oreilles, les décibels de musique électronique diffusés par les haut-parleurs s'estompent. Dans les écouteurs, la voix explique les principes de base du système monétaire d'aujourd'hui.

Quatre cabines disposées dans les coins de l'espace sont dédiées à quatre hommes ayant apporté une contribution





majeure à notre système monétaire actuel. «L'histoire de l'argent est aussi celle du pouvoir masculin», écrit David Iselin dans un essai sur l'exposition, constatant que les femmes n'avaient que peu à dire, surtout en termes de visibilité de leur travail.

L'histoire du déchaînement de l'argent commence avec Crésus (vers 590-541 av. J.-C.), un roi du royaume de Lydie situé en Asie Mineure. Il est à l'origine de l'expression «riche comme Crésus» et de l'invention de la pièce de monnaie. Ce dernier point n'est pas entièrement vrai, car les premières pièces de monnaie circulaient déjà un peu plus tôt. Mais Crésus les a normalisées, les rendant ainsi populaires.

Law: escroc et prophète

Le deuxième «faiseur» d'argent est le moins connu: dans la France du XVIIIe, John Law lance une monnaie fiduciaire et, avec ses spéculations, provoque la première catastrophe monétaire de l'histoire, prononçant également la faillite d'une banque de Berne. Ce banquier, un personnage haut en couleur, a même été considéré comme l'homme le plus riche du monde, doublé d'un meurtrier condamné à mort et d'un amateur de jeux de hasard.

Nous continuons avec Richard Nixon, qui mit définitivement fin à la parité or-dollar en 1971, et enfin, il y a le mythique Satoshi Nakamoto. Jamais personne ne l'a vu, bien que lui-même (ou le collectif qu'il couvre) répond de la plus grande innovation financière du XXIe siècle: le bitcoin.

«Faux bonheur»

La deuxième partie de l'exposition commence par une collection de tirelires, avec des objets issus de différentes cultures, principalement à partir de motifs animaliers. Les experts se penchent ensuite sur le thème de l'argent sur six termi-

naux vidéo. Une professeur d'économie à Lausanne résume de manière pertinente le fonctionnement du système monétaire libéralisé: «Vous accordez de la valeur à l'argent parce que vous êtes confiant que quelqu'un dans un magasin acceptera votre argent en échange d'un objet ou d'un service.»

C'est une nourriture intellectuellement sophistiquée que nous sert là le Musée d'Histoire. Heureusement, un bar nous attend après la sortie, au nom emblématique: «Chez Dagobert». Les réalisateurs de l'exposition – tous deux vêtus de noir, avec une veste verte – nous invitent à trinquer. Nous portons notre choix sur un «Cryptopolitan» dont voici la curieuse description: «Personne ne sait ce qu'il y a dedans, mais ça crève les plafonds».

Nous parlons naturellement d'argent et de coopération avec la BNS: «Ils nous ont laissés main libre» (Iselin), «à partir de 2024, une exposition permanente consacrée à l'argent est prévue, au milieu de Berne» (Steiner).

Son objectif est que chacun retire autre chose de l'exposition, «nous souhaitons inspirer», déclare Nicole Steiner, «pas proclamer des vérités haut et fort». Les post-its jaunes laissés par une classe d'école secondaire en témoignent. Les élèves y ont noté ce que l'argent représente pour eux. Morceaux choisis: «Shopping», «faux amis», «liberté», «pouvoir», «récompense», «forcé de faire confiance en tant que collectif», «faux bonheur», «stress», «vacances», «colère», «moyen de parvenir à ses fins», «Sugar Daddy», «avancement social», «tout», «rien». 📄



INFORMATIONS
COMPLÉMENTAIRES

Nicole Steiner et David Iselin donnent un nouvel élan à la compréhension de l'argent.



Réduire les émissions de CO₂ avec eBill

Avec plus de 50 millions de transactions en 2021, eBill s'est imposé comme norme de facturation numérique en Suisse. Ceci a également des impacts sur le climat: une étude commandée par SIX montre que le système eBill réduit la charge de CO₂ d'au moins 44% par rapport à la facture par e-mail, et d'au moins 80% envers la facture papier.

Informations complémentaires

six-group.com/ebill-co2

Version 2.0, un coup de pouce pour la Request-to-Pay?

La procédure «SEPA Request-to-Pay» est disponible dans sa version 2.0 depuis la fin de l'année dernière. Le référentiel de l'European Payments Council entre en vigueur le 1^{er} juin 2022. Cela pourrait-il stimuler la volonté des institutions financières européennes de lancer des produits clients appropriés?

Informations complémentaires

www.europeanpaymentscouncil.eu

Vendredi pour la coiffure, samedi pour l'habillement

Monsieur et Madame Suisse ont leurs habitudes. Les cigares sont plus susceptibles d'être payés par carte qu'au comptant – c'est l'inverse pour les chaussures. En moyenne, ils dépensent CHF 18 pour le fast-food et CHF 31 dans les restaurants. Et il y a encore plus surprenant et intéressant à lire dans le whitepaper «Understanding Swiss Payment Preferences: Cash, Cards and Other Patterns».

Informations complémentaires

six-group.com/swiss-payment-preferences



32

La manille (dérivée de l'espagnol «manella» qui signifie bracelet) a servi de moyen de paiement pré-monnaie en Afrique de l'Ouest et de première monnaie généralement échangeable. Fabriquée en bronze, en cuivre ou en laiton, elle était utilisée par les Portugais, les Néerlandais et les Britanniques, principalement dans le cadre du commerce des esclaves. Ce n'est qu'en 1949 que la manille a cessé d'être une monnaie, après que les Britanniques avaient acheté 32 millions de pièces qu'ils avaient recyclées comme ferraille.

être intégrées dans le travail d'analyse et comparées à l'objectif initial.

Mise en œuvre

Une fois l'objectif clairement défini, les données nécessaires à l'analyse doivent être identifiées et obtenues de sources internes et externes. En outre, les données structurées provenant de sources internes, telles que les bases de données traitées, doivent être soumises à un contrôle de qualité des données et éventuellement être agrégées ou transformées. Les exigences réglementaires, telles que le règlement européen sur la protection des données, requièrent également que la protection des données soit assurée lors du stockage et du traitement des données. Une bonne compréhension des données et une documentation transparente sont essentielles pour cette étape. Selon une règle d'or, 80% de l'effort du projet est dû à la compréhension, au traitement et à la transformation des données.

Les analystes de données explorent comment extraire les caractéristiques (Features) et les relations pertinentes des données disponibles. Les méthodes statistiques, les visualisations et l'apprentissage machine sont utilisés à cette fin. Idéalement, il existe des valeurs comparatives ou des paramètres clairs pour l'objectif à atteindre, afin de valider les propres analyses.

Enfin, la communication avec les parties prenantes tout au long du processus d'analyse des données est d'une grande importance. Depuis les résultats intermédiaires jusqu'au résultat final de l'analyse, les parties prenantes doivent comprendre les enseignements tirés afin de pouvoir les utiliser dans l'environnement commercial. Qu'il s'agisse de transmettre des messages spécifiques à des groupes cibles sélectionnés ou même d'identifier des zones de croissance potentielles en termes de critères géographiques et démographiques.

JAKOB RICHI, GRADUATE DATA SCIENCE, SIX
NOR JAAFARI, DATA SCIENTIST, SIX
JULINDA GLLAVATA, HEAD DATA SCIENCE, SIX



INFORMATIONS
COMPLÉMENTAIRES

La formule magique pour remplacer les paiements «pull»

Savoir nécessaire

- Connaissance des fonctionnalités des prélèvements
- Principes de base de la procédure Request to Pay

On entend régulièrement dans les cercles spécialisés que Request to Pay (RTP) serait susceptible de remplacer la procédure de paiement «pull». Ce n'est pas faux, ni tout à fait exact.

Une partie prenante qui déclenche une opération de paiement peut être soit un débiteur, soit un créancier. Si le débiteur déclenche un paiement, il s'agit d'une transaction push: le payeur envoie l'argent à l'autre partie, le bénéficiaire. Lorsque le créancier déclenche un paiement, il s'agit d'une transaction pull: le créancier reçoit l'argent de l'autre partie, le débiteur. Par conséquent, dans l'e-banking, par exemple, un ordre de paiement est un paiement push, alors qu'un prélèvement est un paiement pull.

Procédure de paiement «push»

La procédure de paiement push permet uniquement au payeur de déclencher une transaction. Le débiteur doit envoyer ou «pusher» activement de l'argent au bénéficiaire. Cela signifie que le créancier doit exiger le paiement avant que le débiteur puisse payer l'argent dû. Les paiements push en Suisse sont par exemple des espèces, des virements bancaires, des ordres permanents et des paiements de factures, y compris les paiements eBill.

Instruments de paiement «pull»

Dans le cas d'un instrument de paiement pull, contrairement à la procédure push, le bénéficiaire est le donneur d'ordre. Ici, le créancier perçoit donc de l'argent du débiteur, à condition bien sûr qu'il existe

un accord entre les parties concernées et que le compte soit suffisamment couvert. De cette façon, les bénéficiaires ont un meilleur contrôle sur leurs rentrées de fonds, ce qui facilite la prévision des flux de trésorerie et rend ainsi la gestion des liquidités plus efficace.

Les paiements pull sont adaptés à la fois aux prélèvements répétitifs et ponctuels. Toutefois, ils sont particulièrement avantageux pour les entreprises qui misent sur des paiements de clients réguliers de différents montants et périodes, comme des primes d'assurance ou des abonnements. Les instruments de paiement pull courants en Suisse sont le prélèvement LSV, le prélèvement CH-DD, le prélèvement SEPA, les cartes de crédit «Card On File» et TWINT «User on File».

LSV

Avec le LSV des banques suisses, des créances en francs suisses et en euros d'un émetteur de factures sont remises pour recouvrement. La base est l'autorisation de débit du payeur par prélèvement et un compte bancaire chacun des deux parties, soit du payeur et de l'émetteur de la facture. Sous le terme générique LSV, les établissements financiers proposent aux émetteurs de factures la prestation Prélèvement avec des types de participation en partie différents, à savoir LSV* et BDD (Business Direct Debit).

- LSV* est la procédure de prélèvement avec droit de contestation. Elle est utilisée dans les segments d'activité entreprises et clientèle privée et offre la meilleure protection possible aux consommateurs. En tant que caractéristique essentielle, le payeur par prélèvement dispose toujours d'un droit de contestation dans un délai de 30 jours civils à compter de la date de notification par son établissement financier.
- BDD est conçu comme une procédure de prélèvement exclusivement pour les affaires clientèle entreprises. Il vise un segment de clientèle clairement défini avec des liens contractuels étroits et des montants de recouvrement généralement élevés. Dans le cas de BDD, contrairement à LSV*, le payeur par prélèvement ne bénéficie pas d'un droit de contestation.



L'European Payments Initiative a-t-elle un avenir?

Ce qui autrefois était un devoir est maintenant considéré comme un défi stratégique pour les banques: le trafic des paiements. Ceci au plus tard depuis que les contacts avec les clients ont lieu principalement sous forme numérique et que les fournisseurs non traditionnels offrent une expérience client exceptionnelle.

Toutefois, le trafic des paiements est également stratégique à un tout autre niveau, ce qu'a clairement démontré la guerre en Ukraine. Mot-clé: l'exclusion des institutions financières russes de

SWIFT. Il semble que le monde réfléchisse et agisse de nouveau par blocs après la fin de la Guerre froide au début des 90 années.

Pour l'Europe, il s'agit en conséquence de réduire les dépendances, pas seulement pour les importations d'énergie et d'autres matières premières. Cette dépendance se rencontre également dans le trafic des paiements: de Visa et de Mastercard, les acteurs dominants dans les paiements par carte, ou d'Apple et Google – et cette liste peut être rallongée à volonté.

Les dépendances sont multiples: les banques doivent accepter des frais en constante augmentation ou de nouvelles taxes, à défaut d'autre offre. Les données et les processus transitent par des infrastructures situées en dehors de l'Europe. Et des groupes intègrent des entreprises misant sur des sujets prometteurs pour l'avenir. Par exemple, VISA a acquis la plate-forme bancaire ouverte scandinave Tink, Mastercard faisant de même avec la Vocalink britannique, qui se cache derrière le système de paiement en temps réel P27 dans les pays nordiques.

Les autorités de l'UE soutiennent l'European Payments Initiative (EPI) afin de réduire la dépendance de l'Europe: l'objectif est d'encourager les banques européennes à mettre en place un système de paiement commun. L'élan initial et le nombre de banques participantes fléchissent. Ce qui est cependant clair maintenant: sans une orientation politique forte, les banques ne se mettront pas d'accord sur une démarche commune. Toutefois, il faut aussi s'attendre à ce que la guerre en Ukraine donne une nouvelle impulsion à l'initiative.

TEXTE
DIETER GOERDTEN, HEAD PRODUCTS & SOLUTIONS, BANKING SERVICES, SIX



Codes QR pour virements (en temps réel) SEPA initiés par appareils mobiles

Le monde de l'argent devient sans contact. Le paiement sans contact va de pair avec l'utilisation croissante des smartphones et de la numérisation générale de l'économie. Le nombre de paiements mobiles sans contact basés sur des comptes utilisant des codes QR a également augmenté de manière significative. Le 16 février 2022, l'European Payments Council (EPC) a lancé une consultation publique de huit semaines sur une nouvelle ébauche de document portant sur la normalisation de codes QR pour les virements en temps réel SEPA (MSCT) initiés par appareils mobiles et pour les paiements SCT. Son objectif est de faciliter l'interopérabilité de tels paiements. Le document est le résultat de la coopération de plusieurs groupes d'intérêt promus par l'EPC.

Le document définit des normes pour les codes QR pour tous les types de

MSCT venant s'afficher pour le bénéficiaire et le payeur, c'est-à-dire pour chaque contexte de paiement: Person-to-Person, Consumer-to-Business, Business-to-Business, Business-to-Consumer et factures. Les virements en temps réel SEPA (SCT Inst) et les paiements SCT sont pris en compte. En outre, un chapitre a été consacré aux aspects de sécurité des données contenant des codes QR.

Cas d'application

La normalisation des codes QR pour MSCT est l'une des pierres angulaires de l'interopérabilité des MSCT en Europe. Plusieurs pays disposent déjà de leurs propres solutions «locales» de paiements mobiles basées sur des codes QR. La majorité de ces solutions s'arrêtent toutefois aux frontières nationales, créant un paysage européen fragmenté.

L'utilisation de codes QR normalisés pour les MSCT affichés au bénéficiaire permettra aux client-e-s de payer dans un magasin à l'étranger en utilisant leur propre solution de paiement locale et familière, en scannant un code QR à partir du terminal de paiement du commerçant. De même, l'utilisation de codes QR normalisés pour les MSCT affichés à la personne qui paie permettra au commerçant de scanner ce code QR pendant que le client étranger confirme la transaction par le biais de sa solution de paiement mobile locale. De cette façon, les codes QR standardisés contribuent à un mode de vie de plus en plus mobile des consommateurs et consommatrices, en permettant la confirmation d'une transaction directement sur leur appareil mobile, et aux commerçants d'élargir leur cercle de clientèle et de leur offrir des services à valeur ajoutée. Les coûts d'investissement pour l'acceptation de paiements mobiles baissent en même temps. Dans le cas des paiements Person-to-Person, l'utilisation de codes QR normalisés permet de plus l'introduction de nouveaux services, tels que le partage d'une facture entre amis.

En bref, la normalisation de codes QR pour MSCT contribue à l'harmonisation et augmentera l'efficacité des paiements mobiles basés sur les comptes en Europe. Cela permettra de réduire la fragmentation du paysage européen des paiements. Elle peut également accélérer

l'acceptation des paiements en temps réel, en particulier pour les paiements de masse effectués au point d'interaction.

TEXTE
ETIENNE GOOSSE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'EUROPEAN PAYMENTS COUNCIL (EPC)



INFORMATIONS
COMPLÉMENTAIRES



Les cryptomonnaies progressent malgré les revers

2021 aura été une année exceptionnelle pour les cryptomonnaies. Selon le portail d'informations «CoinDesk», la capitalisation totale du marché des crypto-

monnaies a augmenté d'un taux stupéfiant de 185%, passant de 773 milliards à 2,2 billions de dollars américains par rapport à l'année précédente. Avec une capitalisation boursière d'environ 769 milliards de dollars américains fin avril 2022, le Bitcoin reste la cryptomonnaie la plus connue et la plus précieuse, selon CoinMarket-Cap, suivi par Ethereum (environ 362 milliards de dollars américains) et Tether (environ 83 milliards de dollars américains). En plus des places de podium, on estime qu'il existe actuellement plus de 17 000 cryptomonnaies, dont beaucoup enregistrent peu, voire aucun volume commercial. En 2013, seulement environ 50 étaient encore en circulation. Les cryptomonnaies ont donc le vent en poupe. Cela se manifeste, entre autres choses, dans le nombre de plate-formes de négociation en cryptomonnaies. En mars 2022, environ 476 cryptobourses étaient recensées, Binance étant la plus grande plate-forme commerciale au monde avec un volume quotidien de transactions de plus de 19 milliards de dollars américains, suivie de Coinbase (avec un volume de transactions quotidiennes d'environ trois milliards de dollars américains) et de FTX (environ deux milliards de dollars américains). La Banque mondiale a estimé le nombre de détenteurs de cryptomonnaies à environ 221 millions en juin 2021. Blockchain.com signale à son tour qu'il y a plus de 270 000 transactions de bitcoin confirmées par jour. Malgré de nombreux échos médiatiques négatifs et des revers sous la forme de chutes des cours à court terme, le marché des cryptomonnaies continue d'augmenter fortement.

TEXTE
PASCAL SCHOCH, BILLING SOLUTIONS, SIX



Une banque est un endroit où l'on peut emprunter de l'argent,
à condition de prouver que l'on n'en a pas besoin.

Bob Hope (1903–2003)